

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Nord
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 02/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EMFI Niedermodern

Zone d'activités
67350 NIEDERMODERN

Références : 0006700804/CF/CE
Code AIOT : 0006700804

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2024 dans l'établissement EMFI Niedermodern implanté ZA - 67350 NIEDERMODERN. L'inspection a été annoncée le 24/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EMFI Niedermodern
- ZA - 67350 NIEDERMODERN
- Code AIOT : 0006700804
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EMFI à NIEDERMODERN exploite des unités de production de colles et mastics.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 : Rétention et confinement des eaux d'extinction
- Air
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
4	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Préfectoral du 30/07/2010, article 7.6.8.1	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
5	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/06/2014, article 3.2.3 et suivants	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des stockages	Arrêté Préfectoral du 30/07/2010, article 8.3	Sans objet
2	Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/07/2010, article 7.6.6.2	Sans objet
6	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/07/2010, article 9.2.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence quatre non-conformités que l'exploitant doit corriger.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2010, article 8.3
Thème(s) : Produits chimiques, Etat des stocks
Prescription contrôlée : « L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages (...) . »
Constats : L'exploitant dispose d'un plan de stockage en temps réel. Il en présente une extraction le jour de la visite. Le caractère inflammable ou non des produits stockés y est indiqué. Il permet donc de renseigner sur la quantité de produit inflammable en stock sur site. L'exploitant déclare que ce document peut être consulté à distance et à tout moment.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2010, article 7.6.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Prescription contrôlée : « L'exploitant établit un plan d'intervention qui (...) comporte en outre les plans nécessaires à la bonne organisation des secours, notamment un ou des plans d'ensemble matérialisant ... les moyens d'approvisionnement en eau, les sens d'écoulement préférentiel des eaux, les bouches d'égout et le réseau, (...) . »
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection, par courrier en date du 10/07/2023 un plan qui recense visuellement toutes les ressources en eau à disposition des secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
Prescription contrôlée : « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à

une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. »

Constats :

L'exploitant dispose de dispositifs de stockage de liquide pour les besoins de sa production. Les contenants sont répartis dans les différents ateliers et zones de stockages du site. Ils peuvent être classés en deux catégories : les contenants fixes et les contenants mobiles.

Lors de la visite, l'exploitant présente à l'inspection deux zones de stockage de matières liquides en contenant fixes. La première zone comporte 6 cuves fixes de 30 m³ sur rétention maçonnée d'un volume de 200 m³. Ce constat n'appelle pas d'observation.

La seconde zone, situé dans l'atelier dénommé MHU par l'exploitant, comporte 5 cuves de 28 m³ et 3 cuves de 30 m³. L'exploitant précise que 3 d'entre elles sont inactivées car elles présentent des dysfonctionnements. Ces cuves sont positionnées dans une rétention maçonnée d'un volume de 28 m³ (données exploitant).

A l'observation, le volume de la rétention est nettement inférieur aux volumes prescrits. L'exploitant reconnaît que la rétention n'est pas suffisante et précise qu'un plan d'action va être mis en place. Il a déjà effectué des calculs de dimensionnement sur la base d'un volume utile stocké de 170 m³, soit un besoin de rétention de 85 m³. Il s'agit d'une non-conformité.

Concernant les récipients mobiles, l'inspection constate que dans l'usine aucun contenant mobile contenant des produits liquides n'est stocké sur rétention. L'exploitant explique que l'usine a été construite de sorte à prévenir un risque de pollution des eaux ou du sol via la mise en place d'un film étanche entre le sol et la dalle de l'usine ; la forme concave de la dalle permettant de recueillir toute fuite de liquides. L'exploitant doit présenter des justificatifs sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 9 mois

N° 4 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2010, article 7.6.8.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

«Bassin de confinement

Les installations sont équipées de dispositifs permettant l'obturation du réseau d'eau pluviale. Les surfaces étanchéifiées, en particulier, les voiries et quais de chargement, permettent de recueillir les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) à raison d'un volume de rétention de 1875 m³. (...) Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. (...). »

Constats :

Le site ne dispose pas d'un bassin de rétention des eaux d'incendie. L'exploitant a fait réaliser une étude de dimensionnement des besoins en eaux pour la défense contre l'incendie dite méthode

D9. Cette étude conclue que le volume de rétention des eaux incendie sur site est insuffisant. Le besoin estimé est de 1 972 m³ pour un volume actuellement disponible de 720 m³. L'exploitant précise que le site est toutefois équipé d'un ballon obturateur permettant de confiner les eaux sur site. Ce dispositif a été observé lors de l'inspection. L'exploitant doit se mettre en conformité pour la rétention des eaux d'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 9 mois

N° 5 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2014, article 3.2.3 et suivants

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

"Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration :

N° du conduit	Point de rejet	Type de rejets	Débit indicatif Nm ³ /h	Concentration COV * mg/ Nm ³	Concentration poussières mg/ Nm ³
1	Extraction du filtre dépoussiéreur - Atelier Poudres	Poussières	3820	/	30
2	Extraction du container de stockage des produits toxiques et de la catalyse MH - Atelier Poudres	Ni poussières, Ni COVNM	800	/	/
3	Extraction du réacteur prépolymère - Atelier Poudres	Ni poussières, Ni COVNM	90	/	/
4	Extraction local de stockage produits inflammables - MHU	COVNM	340	110	/
5	Extraction du filtre dépoussiéreur des mélangeurs n°2, 3, 4, 5, 6, 7, 10 - MHU	Poussières	2830	/	30
6	Extraction du filtre dépoussiéreur des multimix, buhlér et mélangeur conique - MHU	Poussières	628	/	20
7	Extraction des mélangeurs n°1 et des pompes à vide - MHU	COVNM	470	110	/
8	Extraction du local Emfiband - MHU	COVNM	6220	110	/
9	Bras d'aspiration sous les mélangeurs n°4, 7, 8, 10 - MHU	COVNM	1980	110	/
10	Extraction hotte - MHU	COVNM	1800	110	/
11	Extraction local de stockage produits inflammables - Conditionnement	COVNM	873	110	/
12	Bras d'aspiration du Contrôle Qualité - Elastomère 1	COVNM	453	110	/
13	Extraction hotte Contrôle Qualité - Elastomère 1	COVNM	296	110	/
14	Extraction multiples - Elastomère 1	COVNM	3930	110	/
15	Extraction du filtre dépoussiéreur - Elastomère 1	Poussières	1720	/	30
16	Extraction local de nettoyage - Elastomère 2	COVNM	6330	160	/
17	Extraction Hotmelt, chaudière Hotmelt et pompes à vide multimix 5 et 6 - Elastomère 2	COVNM	717	110	/
18	Extraction du filtre dépoussiéreur du poste Pinatissol et des évents des multimix 5 et 6 - Elastomère 2	Poussières	3010	/	30
19	Bras d'aspiration du poste de soudage - Maintenance	Ni poussières, Ni COVNM	2200	/	/
20	Extraction local de charge batteries	Ni poussières, Ni COVNM	2000	/	/
21	Extraction du stockeur de MDI - Stock Réception	Ni poussières, Ni COVNM	/	/	/

Constats :

Le site dispose de 21 conduits et/ou installations raccordées à l'atmosphère listés par l'arrêté du 05/06/2014.

L'exploitant présente un rapport de mesure de concentration en polluants dans les rejets air daté du 22/03/2023. Ce rapport précise que les mesures au conduit n°17 n'ont pas pu être réalisées lors de l'intervention du prestataire en raison de la saturation en COV de l'analyseur.

Concernant les saturations en COV du conduit 17, l'exploitant présente le plan d'action qu'il a mis en place pour identifier la cause de ces émissions anormales de COV. Il présente les actions déjà réalisées par son équipe technique mais sans que les résultats soient concluants puisqu'il enregistre toujours des dépassements lors de ses propres mesures. Il envisage deux possibilités :

- soit le changement complet du système ;

- soit la mise en place d'un filtre à charbon.

L'exploitant doit mettre en œuvre les moyens permettant de respecter la valeur limite d'émission prévue pour le conduit 17.

L'analyse du rapport complet du lendemain de la visite appelle les remarques suivantes :

- les mesures des conduits n°10 et n°15 ne figurent pas dans le rapport ;
- un dépassement de la valeur limite en débit à 323 Nm³/h contre 296 Nm³/h prescrits ;
- un dépassement de la valeur limite en débit à 4 310 Nm³/h contre 3 930 Nm³/h prescrits.

Il est attendu que l'exploitant commente ces résultats et mette en œuvre des mesures afin de corriger ces dépassements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 9 mois

N° 6 : Autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2010, article 9.2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

« L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées : (...) »

Ouvrages	Fréquence des analyses	Paramètres	
		Nom	Code SANDRE
PZ 1 PZ 2 PZ 3 PZ 4	Annuelle	pH	1302
		Conductivité à 25 °C	1303
		Carbone organique	1841
		Hydrocarbures totaux	9989
		Fer	1393
		Manganèse	1394
		Aluminium	1370
		Benzène	1114
		Toluène	1278
		Ethylbenzène	1497
		Xylène	1780

Constats :

Lors de la précédente visite de l'inspection en date du 04/05/2023, l'inspection avait relevé des dépassements de valeurs du paramètre « Fer » dans les eaux souterraines notamment sur les piézomètres amonts du site : PZ 1 et PZ 2 (cf plan en annexe).

Lors de cette nouvelle visite, l'exploitant présente les derniers résultats des analyses des eaux souterraines (rapport 2301EK2L1000086 du 08/09/2023).

Les résultats 2020 à 2023 pour le paramètre Fer (en mg/l) sont :

	PZ1 Amont	PZ2 Amont bâtiment	PZ3 Aval bâtiment	PZ4 Aval
2020	0.7	3.8	0.23	0.35
2021	0.3	2.6	non mesuré	0.05
2022	2.6	8.7	8	<1
2023	0.51 (ou 512 µg/l)	5.4 (ou 5410 µg/l)	0.3 (ou 305µg/l)	0.33 (ou 334 µg/l)

L'arrêté du 11/01/2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R.

1321-38 du code de la santé publique, fixe une valeur limite de 200 µg/L (ou 0.2 mg/l) pour ce paramètre.

Les résultats 2023 sont en baisse par rapport aux résultats 2022. Toutefois, ils montrent encore un taux de Fer supérieur à la valeur limite d'émission dans les eaux souterraines au droit du PZ2 qui se situe à l'amont du bâtiment. L'exploitant précise qu'il s'agit d'un piézomètre amont, et de ce fait ces dépassements ne proviennent pas de son activité. Lors de la visite, l'inspection note que les travaux de mise en service de la nouvelle cuve de Xylène et de démantèlement d'anciennes cuves enterrées sont en cours entre les PZ1 et PZ2.

L'exploitant doit commenter ces résultats au regard des travaux en cours, mettre en œuvre les moyens permettant de respecter la valeur limite pour le paramètre Fer et communiquer à l'inspection les actions correctives mises en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suites

Annexe



5. CARTE PIEZOMETRIQUE



N° d'affaire : 2301EK2L1000086

N° chrono : EK2L0231013

13/37

